



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE - CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 1

Mulhouse, le 09/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GRAVIÈRES ET TRAVAUX PUBLICS DE LA THUR

MICHELBACH
68700 Aspach-Michelbach

Références : 0006700207_2026_03_19_TP_Thur_VIIC_SuivEch
Code AIOT : 0006700207

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2026 dans l'établissement GRAVIÈRES ET TRAVAUX PUBLICS DE LA THUR implanté GROSSBODEN 68700 Aspach-Michelbach. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite prend place dans le cadre du suivi des échéances de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 novembre 2025.

Référentiels utilisés:

- Arrêté du 19 novembre 2025 portant mise en demeure à la société Gravières et travaux publics de la Thur de respecter certaines des dispositions applicables à ses installations sises à ASPACH-MICHELBACH,
- Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement,

- Arrêté n°2017274-0048 du 1^{er} octobre 2014 portant prescriptions complémentaires à la société Gravière et TP de la Thur, s'agissant de la modification des conditions d'exploiter et de remise en état de sa carrière d'Aspach-le-Haut au titre du Code de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRAVIÈRES ET TRAVAUX PUBLICS DE LA THUR
- GROSSBODEN 68700 Aspach-Michelbach
- Code AIOT : 0006700207
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Gravière et TP de la Thur exploite une carrière, ainsi que des installations de recyclage de matériaux inertes sur la commune d'Aspach-Michelbach (68700). La carrière a été autorisée à exploiter par arrêté préfectoral du 03 août 2004 pour une durée de 28 ans.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Stockage de matériaux en transit en dehors du périmètre ICPE	AP de Mise en Demeure du 19/11/2025, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Montant des garanties financières	AP Complémentaire du 01/10/2014, article 6	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Destination des terres excavées et sédiments	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 7	Sans objet
3	Interdiction d'accès	AP de Mise en Demeure du 19/11/2025, article 3	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est constaté que l'exploitant a déplacé les stocks de matériaux qui étaient disposés à l'extérieur de l'enceinte ICPE, à l'exception d'environ 50 m³ qui auraient été cédés à l'exploitant agricole. En référence à l'article L541-32 du Code de l'environnement, ces terres ne peuvent pas être déposées sur des terres agricoles. Il appartient à l'exploitant de les faire reprendre. Le délai de la mise en demeure n'étant pas échu à la date du contrôle, il n'est pas proposé de sanctions à ce stade.

Il a par ailleurs été constaté le retour à la conformité pour ce qui concerne l'article 3 de la mise en

demeure du 19 novembre 2025 sur le fait que le site est désormais clos.

De plus, si l'exploitant a bien transmis l'acte de cautionnement des garanties financières, le montant doit être recalculé et l'acte de cautionnement mis à jour.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stockage de matériaux en transit en dehors du périmètre ICPE

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/11/2025, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance
Prescription contrôlée : Dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2004 susvisé : <i>« Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant la réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation [...]».</i>
Constats : Pour mémoire, lors de l'inspection du 29 septembre 2025, il a été constaté que l'exploitant stockait des terres sur la zone identifiée Z3, à l'extérieur du périmètre ICPE, au Nord-Est des installations. Une mise en demeure a été proposée et notifiée à l'exploitant le 1er décembre 2025. Par courriels du 10 février 2026 et du 18 mars 2026, l'exploitant déclare avoir remédié à la non-conformité. Une inspection est alors programmée, alors que le délai n'est pas échu. L'exploitant, pour remédier à la non-conformité, avait le choix entre régulariser la situation en déposant un porter à connaissance afin d'élargir le périmètre ICPE pour y englober les stocks, ou alors déplacer ces stocks à l'intérieur du périmètre ICPE existant. L'exploitant déclare avoir opté pour cette seconde solution. Lors de l'inspection, il est constaté que les stocks de matériaux de l'activité de transit qui étaient stockés de manière irrégulière en dehors du périmètre ICPE, au Nord-Est des installations, sont désormais situés dans l'enceinte ICPE, au niveau de l'angle Nord-Est du plan d'eau. En revanche il est constaté à l'extérieur du site (en partie Nord-Est) qu'il reste une partie des stocks de terres, le tas restant est estimé à environ 50 m ³ . L'exploitant déclare les avoir laissés pour l'usage de l'agriculteur ayant la propriété du terrain, pour un usage agricole à échéance été 2026. L'exploitant n'a cependant pas été en mesure de justifier de cette cession. S'agissant de répandre des terres d'excavation sur une zone agricole, il est rappelé que l'article L. 541-32 du code de l'environnement précise que <i>« Toute personne valorisant des déchets pour la réalisation de travaux d'aménagement, de réhabilitation ou de construction doit être en mesure de justifier auprès des autorités compétentes de la nature des déchets utilisés et de l'utilisation de ces déchets dans un but de valorisation et non pas d'élimination.</i> <i>Dans le cadre de ces travaux, l'enfouissement et le dépôt de déchets sont interdits sur les terres agricoles, à l'exception de la valorisation de déchets à des fins de travaux d'aménagement ou de la valorisation de déchets autorisés à être utilisés comme matières fertilisantes ou supports de</i>

<p>culture ».</p> <p>Dans ce contexte, les terres d'excavation (y compris en mélange avec du fumier) ne constituent ni une matière fertilisante, ni un support de culture et ne peuvent être valorisées sur ces terres. En conséquence, à ce stade l'exploitant ne s'est pas conformé à la mise en demeure.</p> <p>Le délai accordé pour régulariser la non-conformité n'étant pas échu à la date de l'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives à ce stade.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les terres issues des activités de transit encore présentes sur les parcelles agricoles voisines doivent être retirées. L'exploitant devra en informer l'inspection des installations classées une fois cette opération terminée et communiquer les justificatifs associés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suite : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délai : 1 mois</p>

N° 2 : Destination des terres excavées et sédiments

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 7</p>
<p>Thème(s) : Autre, Destination des terres en transit</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et sédiments tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments sortants. Le registre contient au moins, pour chaque lot, les informations suivantes :</p> <p>[...]</p> <p>d) Concernant la destination des terres excavées et sédiments :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de la personne vers laquelle les terres excavées et sédiments sont expédiés ; - l'adresse de destination lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ; - le code du traitement qui va être opéré par la personne vers laquelle les terres excavées et sédiments sont expédiés, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchets, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. »
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir cédé des terres à l'exploitant agricole des terrains situés au nord-est</p>

<p>des installations.</p> <p>Il n'a pas été en mesure de justifier la cession de ces terres, ces éléments n'étant pas tracés dans son registre.</p> <p>En tout état de cause, comme précisé au constat 1, l'utilisation de ces terres en zone agricole n'est pas acceptable et elles doivent être reprises par l'exploitant.</p> <p>Les terres concernées étant à reprendre par l'exploitant de l'installation classées (cf point de contrôle 1), il n'est pas proposé de suites administratives.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant :</p> <p>Il est rappelé qu'il appartient à l'exploitant d'assurer la traçabilité des terres qui sortent de l'installation, au travers de son registre notamment.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suites</p>

N° 3 : Interdiction d'accès

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/11/2025, article 3</p>
<p>Thème(s) : Autre, Accès</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé : <i>« [...] Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations ».</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, lors de l'inspection du 29 septembre 2025, il avait été constaté que la partie Nord-Ouest des installations ne disposait d'aucune clôture ou dispositif équivalent. Une mise en demeure a été proposée et notifiée à l'exploitant le 1er décembre 2025.</p> <p>S'étant déplacé sur la zone située au Nord-Ouest des installations, il est constaté que l'exploitant a mis en place un grillage (doublé d'un merlon sur certaines zones) sur le périmètre du site.</p> <p>Le site étant désormais clos, l'inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 4 : Montant des garanties financières

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/10/2014, article 6</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prescriptions de l'article 31-1 « GARANTIES FINANCIÈRES - Montant des garanties financières » de l'arrêté préfectoral n°2004-216-26 du 3 août 2004 susvisé sont remplacées par les prescriptions</p>

suivantes :« La remise en état est strictement coordonnée à l'exploitation selon le schéma d'exploitation annexé au présent arrêté et notamment :L'exploitation de la phase [n + 1] ne peut être entamée que lorsque la remise en état de la phase n est terminée.L'exploitant notifie chaque phase de remise en état au préfet.La durée de l'autorisation est divisée en périodes quinquennales. À chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période.Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chacune de ces périodes est actuellement fixé à :

[...]

Phase 5 : 3 août 2024 - 3 août 2029 132 003,60 (*)

La référence de départ des périodes est la date de signature de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 3 août 2004 susvisé.(*) montant tenant compte d'un indice TPO1 de Novembre 2013 (702,40) et d'une TVA à 20 %. Le coefficient «a est de 1,143.(**) pour mémoire : montants établis

Constats :

L'exploitant présente le dernier acte de cautionnement des garanties financières, couvrant la période du 03/08/2024 au 03/08/2029, daté du 05 février 2026.

Cet acte cautionne la somme de 133 756 €.

En revanche l'exploitant n'est pas en mesure de justifier de sa méthode de calcul.

Pour rappel, la méthode de calcul est celle présentée dans l'annexe 3 de l'arrêté du 09 février 2004 modifié par l'arrêté du 24 décembre 2009 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.

La formule d'actualisation des GF est :

$$C_n = C_r \times (\text{Index}_n / \text{Index}_r) \times (1 + \text{TVA}_n) / (1 + \text{TVA}_r)$$

- CR : le montant de référence des garanties financières = montant actuel calculé sur l'AP.
- Cn : le montant des garanties financières à provisionner l'année n et figurant dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières = nouveau montant mis à jour.
- Indexn : indice TP01 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.
- IndexR : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé par l'arrêté préfectoral ou indice « TP01 mai 2009 » (« 616,5 ») pour les carrières conservant comme montant de référence le montant forfaitaire calculé en appliquant les dispositions de « l'arrêté du 9 février 2004 ».
- TVAn : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.
- TVAR : taux de la TVA applicable à l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières. Pour les carrières conservant comme montant de référence le montant forfaitaire calculé en appliquant les dispositions de « l'arrêté du 9 février 2004 », ce taux est de « 0,196 ».

Les indices TP01 sont consultables au Bulletin officiel de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

Ce qui donne avec un montant initial de : 132 003,60 €

- TP01 au moment du calcul initial : 702,40 (ramené à 107,49 avec le coefficient de raccordement de 6,5345)
- TP01 au moment du nouveau calcul : 131,4 en janvier 2026 (JO 17/03/2026)
- TVAN : 20%
- TVAR: 20 %

Ces éléments aboutissent à un montant de 161 366 €.

Le montant cautionné par l'exploitant est insuffisant au regard de ces éléments. En revanche, s'agissant de non-conformités documentaires, sans impact direct sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, qui peuvent être par ailleurs, aisément corrigées, il n'est pas transmis de projet de mise en demeure à ce stade.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant d'actualiser le montant de ses garanties financières au regard des éléments précisés dans le constat ci-dessus et de communiquer l'acte de cautionnement au préfet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois